



CONJONCTURE | GRAND EST

SEPTEMBRE 2023 N° 16

Productions animales

Conjoncture animale, été 2023

La production laitière est à nouveau en baisse au premier semestre 2023. Le repli concerne le lait en production conventionnelle et en production biologique. Le prix du lait diminue au second trimestre mais reste toujours supérieur à celui des années précédentes.

Les cours des bovins sont en repli et passent sous les valeurs de 2022 sauf pour les cotations des génisses qui restent stables. Les abattages de gros bovins régressent malgré un léger rebond en juin. La diminution concerne en particulier les vaches de réforme. Les exportations régionales reculent nettement notamment pour les animaux lourds.

Les cotations porcines fluctuent alternant des baisses et des hausses, et demeurent supérieures à la valeur de la moyenne quinquennale. Les abattages sont en baisse par rapport à 2022. Les cours des ovins sont en baisse et repassent sous le seuil des 8€/kg de carcasse. Les abattages sont en recul sauf en juin, période de forte activité avec l'Aïd.

LAIT

La collecte régionale d'avril se replie pour le cinquième mois consécutif, à un peu moins de 200 millions de litres, soit 1,3 % de moins qu'en avril 2022 (- 2,1 % nationalement et + 0,3 % au niveau européen) et surtout 3 % inférieure à celle de la moyenne quinquennale 2017/2021. Ce recul d'une année à l'autre provient exclusivement de la production

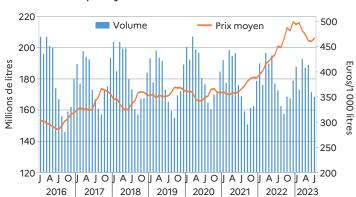
Graphique 1

Livraisons de lait de vache dans le Grand Est



Graphique 2

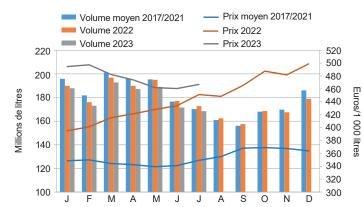
Volume et prix moyen du lait conventionnel dans le Grand Est depuis janvier 2016



Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière de 2016 à 2023

Graphique 3

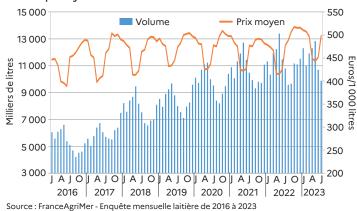
Evolution des livraisons et des prix du lait conventionnel



Source: France Agri Mer - Enquête mensuelle laitière

Graphique 4

Volume et prix moyen du lait biologique dans le Grand Est depuis janvier 2016



Graphique 5

Evolution des livraisons et des prix du lait biologique

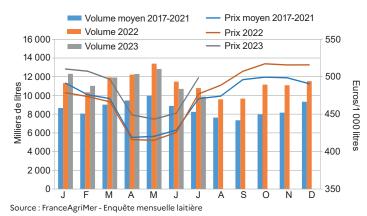


Tableau 1Livraison de lait biologique et conventionnel par département dans le Grand Est

	Départements						Grand				
	08	10	51	52	54	55	57	67	68	88	Est
Lait biologique (milliers de litres)											
Janvier à juillet 2022	8 194	635	s	4 926	8 519	s	14 729	11 359	3 874	13 114	70 671
Janvier à juillet 2023	8 184	616	S	5 310	8 716	S	15 143	10 785	3 750	12 685	70 996
Evolution 2023/2022 (%)	- 0,12 %	- 2,91 %	s	+ 7,78 %	+ 2,31 %	s	+ 2,80 %	- 5,06 %	- 3,19 %	-3,27%	+ 0,46 %
Lait conventionnel (millions de litres)											
Janvier à juillet 2022	132	32	S	134	121	S	149	106	48	205	1125
Janvier à juillet 2023	129	30	S	129	121	S	151	105	40	206	1101
Evolution 2023/2022 (%)	- 2,24 %	- 7,41 %	s	- 3,79 %	- 0,15 %	s	+1,22 %	-0,82%	- 17,65 %	+ 0,58 %	- 2,08 %
TOTAL (millions de litres)											
Janvier à juillet 2022	140	33	S	139	129	S	164	117	52	218	1195
Janvier à juillet 2023	137	30	S	134	129	S	166	116	43	219	1172
Evolution 2023/2022 (%)	- 2,12 %	- 7,33 %	S	- 3,38 %	+ 0,01 %	S	+1,36 %	-1,23 %	-16,58 %	+0,35%	-1,93 %

Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière 2023

conventionnelle. Le mouvement se reproduit en mai, malgré une pousse d'herbe favorable, avec un net recul comparativement à l'an dernier de 3,2 %, identique au niveau national. Cette baisse provient, comme depuis plusieurs mois, de la production conventionnelle (- 3,2 %), mais également biologique (- 4,2 %). La collecte continue de se replier en juin, de 3,4 % comparativement à 2022 (- 2,9 % nationalement), et de 1,7 % comparé à celle de la moyenne quinquennale.

Sur le premier semestre 2023, les livraisons totales ont baissé de 28 millions de litres (MI) par rapport à l'an dernier (-1,9 % contre - 2,2 % au niveau de la métropole), et de 25 MI par rapport à la moyenne quinquennale (-2,4 %). Ce recul d'une année à l'autre concerne le lait conventionnel (-2 %), les livraisons en biologique augmentant pour leur part de 300 000 litres. A noter la poursuite de la diminution des apports haut-rhinois, en baisse de 16 % entre les premiers semestres 2022 et 2023.

En juillet, la collecte laitière régionale retrouve celle de la moyenne quinquennale, à 178 Ml, mais reste inférieure à celle de 2022 de 5 Ml (- 2,8 %), soit 3 Ml de moins issus de la production conventionnelle (- 2,4 %) et 2 Ml provenant de la diminution des livraisons biologiques (- 8,4 %).

Concernant le nombre de **livreurs**, entre le premier semestre 2022 et la même période 2023, celui-ci a diminué de 200, passant en moyenne de 3 900 l'an dernier à 3 700 cette année.

Quel que soit le mode de production, les **rémunérations** à destination des éleveurs sont en baisse en avril. Alors que traditionnellement, le prix en conventionnel est plutôt stable, voire haussier à cette période de l'année, en 2023, il décroche sur un mois un peu plus de 3 %, à 474 euros les mille litres, suivant en cela la tendance européenne, mais toujours nettement supérieur à celui des années précédentes. A l'inverse, le prix en biologique perd quasiment 10 % sur

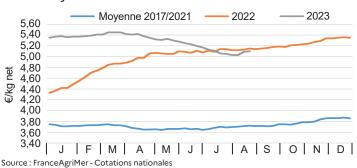
un mois, à 449 euros, passant comme l'an dernier sous la valeur du conventionnel. Ce dernier perd encore 6 euros en mai, avant de reprendre 8 euros en juin. Dans le même temps, le lait conventionnel continue de baisser, perdant 13 euros en mai, puis 1 euro en juin, mais supérieur à la production biologique pour le troisième mois consécutif, comme l'an dernier.

Sur le semestre, la rémunération du lait biologique est supérieure de 6,8 % (+ 30 euros) à celle de 2022, soit en moyenne 476 euros. Le prix moyen du lait conventionnel sur la même période est quant à lui supérieur de 2 euros à la production biologique, soit 15 % de plus que l'année précédente (+ 63 euros). Après un premier trimestre de rémunération supérieure pour le lait biologique, à 505 euros contre 491 euros, la situation s'est inversée au second trimestre au profit de la production non convertie, à 464 euros contre 447 euros.

Suivant la tendance régulièrement constatée en juillet, les cours des

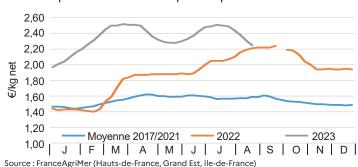
Graphique 6

Cours du jeune bovin R



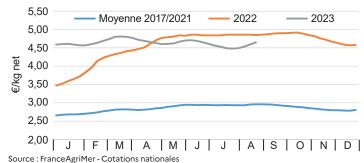
Graphique 8

Cours du porc charcutier E + S puis E à partir d'octobre 2022



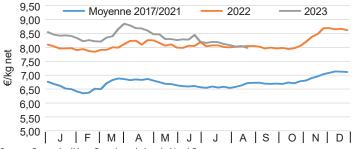
Graphique 7

Cours de la vache P



Graphique 9

Cours de l'agneau R - 19/22 kg couvert



Source: FranceAgriMer - Cotations du bassin Nord-Est

Tableau 2Cotations animales de la région Grand Est

€/kg net	Mai 20223	Juin 2023	Juillet 2023	Août 2023	Moyenne 8 mois 2023	Moyenne 8 mois 2022	% évolution 2023/2022	% évolution 12 mois glissants
Jeune bovin R	5,32	5,24	5,12	5,06	5,29	4,89	8,21 %	13,6 %
Génisse R	5,44	5,47	5,45	5,47	5,45	4,99	9,16 %	14,5 %
Vache O	4,96	5,00	4,89	4,90	4,95	4,61	7,52 %	16,6 %
Vache P	4,63	4,69	4,55	4,55	4,64	4,45	4,13 %	14,6 %
Ovins	8,43	8,32	8,19	8,05	8,36	8,05	3,91 %	4,5 %
Porcins	2,31	2,36	2,50	2,37	2,35	1,79	31,19 %	34,8 %

 $Source: France AgriMer, cotations\ nationales\ pour\ bovins,\ Nord-Est\ pour\ ovins,\ RNM\ Lille\ pour\ porcins$

laits regagnent quelques centimes, à 466 euros les mille litres en conventionnel (+ 6 euros) et à 498€ en biologique (+ 47 euros).

BOVINS

L'ensemble des cours bovins est en repli en mai, de 0,5 à 1,8 %. La baisse est nette pour les réformes laitières, dont la cotation passe sous les valeurs de l'an dernier. Cette tendance baissière se prolonge en juin pour le jeune bovin pour le troisième mois consécutif, notamment sous la pression des autres cotations européennes, plus concurrentielles. A l'inverse, les autres catégories regagnent quelques centimes après deux mois de repli. Pour ce premier semestre de l'année, les cotations dépassent toujours celles de 2022, de 8 % pour les anciennes laitières et de 11 % pour les autres types de bovins. En juillet, la baisse des cours est généralisée

à toutes les catégories, de 2 à 3 % sur un mois, qui passent ainsi sous les valeurs de 2021, à l'exception des cotations des génisses, stables depuis six mois. En août, les cours moyens sont inchangés, à l'exception du jeune bovin, qui perd 8 centimes, repassant sous les valeurs de 2022 comme précédemment pour les femelles. Après la forte hausse des premiers mois de 2022, toutes catégories confondues, les cotations retrouvent des variations mensuelles de moindre amplitude.

En avril, les **abattages** régionaux de gros bovins régressent nettement, de - 17 % comparativement au même mois de l'an dernier, soit quatre fois plus que le recul national. Cette diminution en Grand Est concerne toutes les catégories, mais plus particulièrement les réformes de laitières (- 18 %) et d'allaitantes (- 21 %). La tendance se poursuit en mai, avec une

baisse d'un peu plus de 8 %, et surtout encore pour les réformes de femelles : - 15 % en laitières et - 6 % en allaitantes. En juin, les quantités abattues dépassent celles de 2022, une première depuis août dernier, de 1,4 %, soit 230 animaux supplémentaires. Tandis que les réformes de femelles continuent de régresser, l'augmentation provient des génisses (+ 200) et des mâles de plus de deux ans (+ 120). Sur le premier semestre, la baisse se situe à 7,7 % comparativement à 2022 et à 12 % ramené à la moyenne quinquennale. La baisse des réformes de laitières en un an est de 12,5 % et celle des réformes d'allaitantes de 11,3 %. Après ce petit rebond de juin, les abattages de gros bovins se replient une nouvelle fois en juillet, de 8 %, soit trois points de plus que nationalement.

Entre la mi 2022 et la mi 2023, les **effectifs** régionaux ont régressé de 2,2 %, à

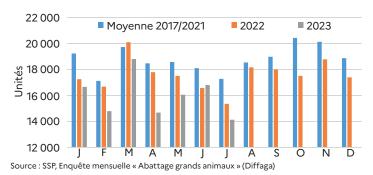
Tableau 3 Activité des abattoirs de la région Grand Est

	Avril	2023	Mai 2	2023	Juin 2	2023	Juillet	2023	Cumu	2023	Evolution	2023/2022
	Effectif	Poids abattu	% cumul unités	% cumul poids								
GROS BOVINS	14 676	5 688	16 058	6 289	16 798	6 460	14 125	5 472	111 909	43 168	- 7,7 %	- 5,9 %
dont bovins mâles de 12 à 24 mois	5 747	2 486	6 695	2906	6 558	2 813	6 154	2 673	43 766	18 839	-2,3%	-0,4%
bovins mâles de + 24 mois	1157	459	1089	432	1 335	523	803	317	7822	3 088	- 18,9 %	- 16,8 %
génisses de + 24 mois	2 619	973	2 917	1 091	2 971	1098	2 134	<i>7</i> 96	19 243	7160	- 5,9 %	-4,9%
vaches laitières	3 010	945	2 914	915	3 391	1 0 5 6	3 081	950	24 168	7 565	-11,2 %	- 10,3 %
vaches allaitantes	1636	666	1870	<i>7</i> 60	1865	<i>7</i> 52	1563	613	13 144	5 333	- 11,9 %	- 11,0 %
OVINS	9 723	196	9 3 5 4	193	13 325	274	7 996	166	65 111	1331	- 7,0 %	-6,7%
dont agneaux	9 511	190	8 953	180	12 817	258	7 582	153	63 103	1267	- 7,1 %	- 7,1 %
PORCINS	22 124	2 063	25 456	2 364	24 777	2 255	22 056	1949	167 644	15 503	- 4,9 %	- 4,4 %
dont porcs charcutiers	21 307	2 036	24 359	2 330	23 738	2 222	20 854	1 917	162 022	15 316	- 4,9 %	- 4,3 %

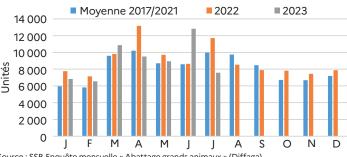
Source: SSP, Enquête mensuelle « Abattages grands animaux » - BDNI

Unités : effectifs en nombre de têtes et poids en tonnes équivalent carcasse

Graphique 10 Abattages gros bovins



Graphique 11 Abattages agneaux



Source: SSP, Enquête mensuelle « Abattage grands animaux » (Diffaga)

1,467 millions d'animaux. La baisse est nette dans le troupeau laitier, avec - 3 % (-20 000 têtes) au total, dont 9 000 laitières de moins (- 3 %). Concernant le cheptel allaitant, le recul est un peu moindre, à - 1,5 %, soit une diminution de 13 000 unités.

Les exportations régionales de broutards sont en net repli au premier semestre 2023, à 8 300 têtes, soit 17 % de moins que pour la même période de l'an dernier et 25 % inférieurs à la moyenne quinquennale. La baisse concerne aussi bien les envois de mâles comme de femelles, mais est beaucoup plus marquée pour les animaux « lourds » (+ 300 kg, soit âgés de 12 à 18 mois). La demande espagnole est à l'inverse importante pour des animaux lourds, plus proche de la fin d'engraissement, conséquence de la sécheresse qui sévit sur son territoire entraînant un manque de fourrage, ainsi qu'un coût élevé des matières premières (orge notamment).

Nationalement, avec une production en baisse, l'écart se creuse entre le disponible et une consommation en très légère hausse en 2022 comme en ce début d'année 2023, nécessitant une

Graphique 12 Abattages porcs charcutiers



Source: SSP, Enquête mensuelle « Abattage grands animaux » (Diffaga)

augmentation des importations (voir ci-dessous), majoritairement destinées à la consommation hors domicile. Celles-ci proviennent dans l'ordre des Pays-Bas, d'Irlande, d'Allemagne et de Belgique pour les principaux.

PORCINS

Même s'ils baissent par rapport au mois précédent, les cours du porc charcutier demeurent en mai sur des valeurs élevées, supérieurs de 50 centimes comparativement à l'an dernier. La hausse se prolonge en juin, pour conclure le semestre à 2,32 € le kilo/carcasse, soit 37 % de plus que l'an dernier et 50 % supérieure à la moyenne quinquennale précédente. Par la suite,

les cours gagnent encore quelques centimes en juillet avant de les reperdre en août, conséquence notamment d'une météo peu favorable à la consommation et suivant en cela les autres places européennes. Celles-ci sont moins concurrentielles à l'exportation vers les pays tiers face à l'origine nord-américaine et brésilienne, tandis que dans le même temps, la Chine a quasiment reconstitué son cheptel suite aux abattages massifs de ces dernières années, conséquence de l'épidémie de Peste Porcine Africaine.

Les abattages de porcs charcutiers sont en recul en avril pour le troisième mois consécutif, de 8,4 %, 4 % de plus que nationalement. En tonnage, la baisse n'est

Tableau 4Exportations régionales de jeunes bovins de janvier à juin

	Mâles 6 à 12 mois	Mâles 12 à 18 mois	Femelles 6 à 12 mois	Femelles 12 à 18 mois	TOTAL
2016	6 040	1052	2 244	1 691	11 027
2017	4 024	2 540	2 457	2 937	11 958
2018	3 255	1 766	2 757	2 789	10 567
2019	3 811	1 959	3 129	2 751	11 650
2020	3 267	1 568	2 433	2 584	9 852
2021	4 615	2 114	2 912	2 340	11 981
2022	3 723	1956	2 269	2 131	10 079
2023	3 282	1 457	1 933	1 679	8 351

Source : SSP - BDNI

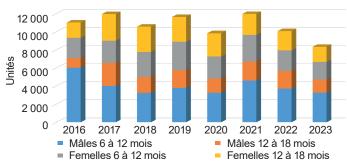
que de 7,5 %, les poids unitaires étant nettement plus importants, près d'un kilo de plus par animal. Il en est de même en mai, avec un repli de 5,7 % en unités (-9,2 % nationalement) et « seulement » de 3,2 % en tonnage, conséquence d'un gain de poids par animal de près de 2,5 kg. La tendance au recul se prolonge en juin, de 4,8 % en unités. De janvier à juin, ce recul est de 4,1 % comparativement à l'an dernier, mais reste positif de 3,3 % à la moyenne quinquennale. Les animaux étant en moyenne plus lourds de 770 grammes, la baisse semestrielle n'est que de - 3,3 % d'une année à l'autre. La baisse d'activité se prolonge en juillet, pour le sixième mois consécutif, de 10,3 %, (- 4,6 % au niveau national) avec également une baisse des poids unitaires de 440 grammes, conséquence immédiate des fortes chaleurs.

Avec 288 500 tonnes, les exportations françaises cumulées sur les cinq premiers mois de l'année reculent de 12,9 %, pendant que dans le même temps, les importations sont en hausse de 6,6 %, à 286 900 tonnes.

OVINS

Les cours de l'agneau régressent de 3,7 % en mai, mais toujours sur des niveaux records. Hormis un léger sursaut en semaine 26 à l'occasion des fêtes de l'Aïd-el-Kébir, les cours continuent de régresser en juin dans un marché calme, mais régulier. De janvier à juin, les cotations continuent de progresser par rapport aux années précédentes, avec 5 % de plus qu'en 2022, et 26 % supérieures à la moyenne quinquennale. Les cotations continuent de régresser en juillet puis en août, perdant 70 centimes depuis avril (-8 %), avec une demande morose face

Graphique 13Exportations annuelles de jeunes bovins de janvier à juin



Source : SSP - BDNI

à une offre toujours moyenne. Les cotations rejoignent même celles de 2022 fin août et repassent également sous le seuil des 8 euros le kilo/carcasse, inédit depuis dix mois.

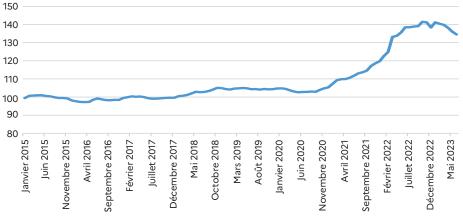
Après la hausse de plus de 10 % en mars liée aux Fêtes Pascales, le recul des abattages est particulièrement important en avril, soit près de 28 % de moins qu'il y a un an, contre - 21 % au niveau national. En 2022, Pâques était plus tardif que cette année, justifiant donc le décalage des données d'abattages entre les deux années. En mai, comme pour la tendance nationale avec - 10 %, la baisse en région se situe à 7,7 %. Avec l'Aïd situé la dernière semaine de juin, les abattages d'agneaux ont été très nettement haussiers ce même mois, de + 48 %. Depuis janvier, et grâce à cette augmentation de juin, les quantités abattues ne sont inférieures que de 1,3 % avec celles de l'an dernier, mais toujours supérieures à la moyenne, de + 13 %. En répercussion de la forte augmentation d'activité de juin, les abattages se réduisent nettement en juillet, de 35 % contre - 22 % de total national.

IPAMPA

Suite à la baisse des coûts des aliments pour bétail et des engrais et amendements, la tendance à la baisse se confirme pour l'Indice régional des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole, en base 100 en 2015. L'indice des biens et services passe ainsi de 145,9 en janvier à 127,2 en juin. Il avait atteint un maximum en octobre 2022 à 152,6. Les coûts pour l'alimentation animale sont en baisse, passant de janvier à juin, de 148,7 à 142,5 pour les gros bovins, de 158,4 à 148,9 pour les porcins et de 150,7 à 143,6 pour les ovins. Les postes énergie-lubrifiant et engrais-amendements sont à l'indice 150 en juin 2023, après avoir dépassé les 200 au printemps de l'an dernier, et même 220 en novembre pour le dernier.

Concernant l'IPAMPA lait de vache régional, après avoir atteint un plafond à 141 durant la période octobre 2022 - janvier 2023, il est repassé en juin à 134, soit quatre points de moins qu'en juin 2022.

Graphique 14Ipampa régional lait de vache, indice base 100 en 2015



Source : Agreste

ZOOM: LA CONSOMMATION DE VIANDE EN FRANCE EN 2022

La consommation de viande calculée par bilan a augmenté pour la seconde année consécutive, de 0,8 %, proche de celle de 2019. Dans le détail, la hausse sur un an est de 1,8 % en viande porcine, 1,2 % en viande ovine et 1,1 % en viande bovine. Concernant la volaille, la baisse est de 1,2 %, notamment en canard et en dinde, conséquence de la grippe aviaire, mais inversement en hausse concernant le poulet : + 4,7 %.

Cette augmentation globale a notamment comme conséquence une hausse des importations de 11,5 % par rapport à 2021.

	Part des importations dans la consommation totale	Variation des importations de 2022 par rapport à 2021
Viande porcine	29 %	+ 7,9 %
Viande bovine	21 %	+ 22,9 %
Viande ovine	54 %	+ 7,8 %
Poulet	50 %	+ 11,3 %

Source: Agreste et FranceAgriMer

La baisse des achats des ménages est donc compensée par une augmentation de la consommation hors domicile.



www.agreste.agriculture.gouv.fr www.draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Draaf) Service régional de l'information statistique et économique (Srise)

3 rue du faubourg Saint-Antoine - CS 10526 51009 Châlons-en-Champagne cedex courriel: statistique.srise.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Directrice régionale : Anne Bossy Directice regionale : Allie Bossy
Directeur de la publication : Sylvain Skrabo
Rédacteur en chef : Philippe Wattelier
Rédacteurs : Geneviève Boude, Philippe Wattelier
Composition : Draaf/Srise, site de Châlons-en-Champagne Dépot légal : À parution - ISSN : 2644-9234 © Agreste 2023